

**GUATEMALA** *Vingt ans après la fin de la guerre civile, l'Etat de droit n'existe toujours pas. Investisseurs et corrompus tirent les ficelles avec la complicité de la justice, dénonce Lesly Ramirez.*

# Un Etat contre-insurrectionnel sans guérilla

PROPOS RECUEILLIS PAR  
**BENITO PEREZ**

On croyait la société guatémaltèque blasée par deux décennies de promesses démocratiques non tenues. Or, depuis trois semaines, et l'éclatement du scandale de la Linea (lire ci-dessous), qui révèle une nouvelle fois la corruption régnant tout au sommet de cet Etat centraméricain, des milliers de citoyens sont descendus dans la rue pour dénoncer le « pillage » du bien commun, et exiger la démission de la vice-présidente Roxana Baldetti. Les manifestants craignent que gouvernement et justice ne concourent à enterrer les révélations faites par la Commission internationale contre la corruption au Guatemala (CICIG), organe dépendant de l'ONU et opérant depuis huit ans dans ce pays.

La corruption, les abus de pouvoir judiciaire et policier, la symbiose entre des services de l'Etat et le crime organisé dénoncés depuis des semaines dans les rues du pays, Lesly Ramirez les affronte de longue date sur le terrain de la lutte paysanne. Les communautés indigènes qu'elle coordonne au sein de la Centrale paysanne Ch'orti' Nuevo Día paient un lourd tribut répressif à leur opposition aux projets hydroélectriques menaçant leurs territoires de l'Orient guatémaltèque. De passage à Genève, elle évoque pour *Le Courrier* la difficile bataille des Guatémaltèques pour le respect des droits humains et l'importance du procès d'Erwin Sperisen, cet ancien chef de la police locale, actuellement jugé à Genève en appel (voir photo ci-dessous).

**Vous vous opposez depuis une dizaine d'années à des projets hydroélectriques. Pourquoi?**

**Lesly Ramirez:** Notre territoire devait accueillir un projet de triple barrage, appelé Las Tres Niñas, dont l'étude d'impact était extrêmement lacunaire. Il ignorait totalement le risque sismique et ceux liés aux tempêtes qui balayaient régulièrement la région, comme Mitch ou Stan. L'entreprise faisait croire que la zone était inhabitée. Sans notre action, l'Etat n'aurait jamais expertisé l'étude de l'entreprise et donc validé le projet; c'est la règle au Guatemala dans ce

genre d'affaires, s'il le peut, l'Etat ferme les yeux, car son but est de favoriser le business.

Aujourd'hui, nous affrontons un nouveau projet redimensionné mais toujours néfaste. Le Guatemala n'a pas besoin de nouveaux barrages. Nous produisons deux fois plus d'électricité que nécessaire à la consommation nationale alors même que 60% des communautés rurales n'ont pas l'électricité. Nous en avons encore moins besoin quand ces barrages entraînent des dangers pour les populations riveraines, l'assèchement de rivières dans des zones souffrant déjà de la sécheresse et des déplacements de population.

**Votre opposition à ces projets provoque des réactions.**

Oui, nous avons subi un grand nombre d'agressions, d'intimidations et de menaces. En 2011, un syndicaliste du secteur de la santé qui dénonçait l'étude d'impact environnemental a été assassiné, personne n'a été condamné. En principe, nous devrions disposer d'une protection policière, elle nous a été attribuée mais nous n'avons jamais vu ces policiers!

La pression sur les communautés ne cesse pourtant de croître. Les entreprises soutiennent les résistances au type de développement qu'ils promeuvent. Les incidents provoqués par les agents de l'entreprise permettent à l'Etat de justifier la militarisation des territoires visés. La justice aus-

si participe à ce plan. Si nous déposons plainte, elle prend des mois, voire des années, avant d'instruire. En revanche, si l'entreprise porte plainte, c'est affaire de jours ou de semaines.

Déjà lors de la fin du mandat [du précédent président] Alvaro Colom (2008-2011), l'Etat a commencé de refuser le dialogue avec les communautés. Mais depuis l'élection d'Otto Pérez, la situation s'est encore aggravée. Vingt ans après la fin de la guerre civile, l'Etat guatémaltèque demeure dans une logique contre-insurrectionnelle. I



Le ras-le-bol de la corruption a mis des milliers de Guatémaltèques dans la rue. Lesly Ramirez (méd.) espère que cette indignation contribuera à faire émerger une alternative politique capable de construire un véritable Etat de droit.

KEYSTONE/BPZ

si participe à ce plan. Si nous déposons plainte, elle prend des mois, voire des années, avant d'instruire. En revanche, si l'entreprise porte plainte, c'est affaire de jours ou de semaines.

Déjà lors de la fin du mandat [du précédent président] Alvaro Colom (2008-2011), l'Etat a commencé de refuser le dialogue avec les communautés. Mais depuis l'élection d'Otto Pérez, la situation s'est encore aggravée. Vingt ans après la fin de la guerre civile, l'Etat guatémaltèque demeure dans une logique contre-insurrectionnelle. I

## CORRUPTION AU SOMMET DES DOUANES ET DU FISC

**La bombe a éclaté le 16 avril:** le parquet et la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG) révélaient le démantèlement d'un réseau d'une vingtaine de hauts fonctionnaires suspectés d'avoir encaissé des pots-de-vin en échange d'impôts réduits sur le passage de produits à la douane. Les sommes en jeu n'ont pas été précisées, mais des «montants en millions» ont été évoqués.

**A la tête de ce système** de corruption dit de la Linea, on trouve Juan Carlos Monzón, secrétaire général de la vice-présidente Roxana Baldetti. Il est actuellement en fuite, ayant profité d'un voyage en Corée du Sud avec sa supérieure pour disparaître. En revanche, les autres fonctionnaires de haut rang visés par l'enquête, dont Omar Franco, patron des services fiscaux du pays (SAT), son prédécesseur Carlos Enrique Muñoz,

Carla Mireya Herrera, administratrice de la Douane centrale, et même le président du syndicat de la SAT, ont été interpellés. Le nom de plusieurs patrons et propriétaires de médias figureraient dans le dossier au titre de bénéficiaires des rabais fiscaux. Le patron du groupe médiatique Corporacion de Noticias SA (*Siglo21* et *Al Día*), Salvador Estuardo González, est quant à lui cité comme l'un des promoteurs de la nomination de M. Franco à la tête des Impôts, après la destitution de son prédécesseur pour absence de résultats...

**Le 26 avril puis le 1<sup>er</sup> Mai,** d'importantes manifestations ont réclamé la démission du duo présidentiel. M<sup>me</sup> Baldetti est suspectée d'avoir été au courant du réseau, tandis que M. Pérez protégerait sa collègue. Il a en tout cas interdit à la justice d'enquêter sur son rôle dans cette affaire. BPZ/ATS

## INDISPENSABLE PBI

«Devant l'absence de protection de la part de l'Etat et l'impunité quasi totale, la présence des Brigades internationales de paix (PBI) est immensément importante», affirme Lesly Ramirez. Cela fait maintenant six ans que la Centrale paysanne Ch'orti' Nuevo Día peut compter sur les bénévoles de cette association de défense des droits humains. Sans être présents à temps complet, les volontaires de PBI visitent régulièrement les paysans et rédigent des rapports. Assez pour dissuader certains agresseurs potentiels. La Vaudoise Kim-Mai Vu, qui revient d'une mission d'un an, confirme la partialité des autorités du Guatemala. «On assiste à une criminalisation croissante des luttes sociales», relève la jeune femme, qui cite notamment des arrestations abusives. Plus généralement, Kim-Mai Vu se dit inquiète de constater une forte augmentation des violences contre des défenseurs de droits humains. BPZ

## «Un acquittement de Sperisen serait catastrophique»

La corruption est au cœur des protestations actuelles. Y voyez-vous un espoir de changement? (Elle hésite.) Je ne sais pas. Je trouve très bien que les gens se mobilisent, et plus seulement à la campagne. J'espère que l'indignation ressentie aujourd'hui servira à créer des convergences politiques (*le pays est en année électorale, ndlr*). Pour le moment, le pays ne dispose pas d'une force politique alternative capable de prendre le pouvoir. Ce sera difficile, les médias indépendants sont inexistant au Guatemala et le système de partis est extrêmement fermé. Le patronat a des moyens incomparables pour faire passer ses candidats. Sans compter que l'Etat guatémaltèque est très clientéliste. Dans un pays, où de nombreux citoyens dépendent des aides sociales pour s'alimenter, il est difficile d'aller à contre-courant.

**Que pensez-vous de la tenue du procès en appel d'Erwin Sperisen à Genève?**

J'ai trouvé positive sa condamnation l'an dernier. Alors qu'au Guatemala l'un des respon-

sables des escadrons de la mort est passé entre les gouttes, je me suis dit qu'il y avait au moins un pays qui faisait son travail! On le voit avec le cas de corruption qui fait actuellement scandale au Guatemala: les réseaux occultes demeurent une réalité au sein de l'Etat, comme du temps où Sperisen et ses complices œuvraient au sein des Ministères de l'intérieur, de la justice et dans les institutions pénitencières. Tous les domaines, toutes les institutions sont touchées. Face à l'impunité, la condamnation d'Erwin Sperisen a créé un précédent crucial au moment même où sont réduits à néant les quelques progrès réalisés par la justice guatémaltèque (*sous l'impulsion de Claudia Paz, l'ex-procureure générale destituée en 2014, ndlr*). C'est pourquoi l'acquiescement d'Erwin Sperisen en appel enverrait un message absolument catastrophique.

**Lors du premier procès, certains médias et les avocats de Sperisen ont donné une mauvaise image de la CICIG, l'organe onusien à l'origine de l'enquête sur l'ancien policier. Qu'en pensez-vous?**

La CICIG a certainement des limites, elle vient pourtant de prouver à nouveau toute son importance. Sans elle, l'actuel scandale dans les douanes n'aurait pas éclaté! Cela dit, si vous demandez à un Guatémaltèque ce qu'il pense de cet organe, il y a des chances qu'il vous dise la même chose que les défenseurs de Sperisen. De gros moyens ont été employés pour discréditer cette institution difficile à contrôler.

**Le président guatémaltèque refusait de prolonger le mandat de la CICIG. Depuis le scandale, il semble avoir changé d'avis...**

La CICIG est aujourd'hui la seule institution à pouvoir mener une enquête d'envergure dans ce pays. La prolongation de son mandat – et son élargissement – est absolument indispensable! Les institutions sont encore faibles et la justice demeure très politisée, infiltrée. On a été jusqu'à créer des universités plus ou moins fictives pour octroyer des diplômes et faire nommer des juges bienveillants à certains intérêts!



La deuxième journée du procès en appel a été consacrée aux plaidoiries de l'accusation, de la défense et des parties civiles. Le procureur a demandé que la perpétuité soit confirmée pour sept assassinats à l'encontre de l'ancien chef de la police guatémaltèque. (Photo: le procureur Yves Bertossa arrive au palais de justice lundi 4 mai.) KEYSTONE